

RDP et Masakhane : la clé du changement

Les entreprises canadiennes doivent être au fait de la politique fondamentale du pays dans lequel elles envisagent de faire des affaires. Quiconque vise le marché de l'actuelle Afrique du Sud doit en particulier saisir la portée du RDP (Reconstruction and Development Program) et de Masakhane (« Let's build together »).

Le RDP

Le RDP définit les changements fondamentaux en voie d'être apportés à de nombreux aspects de la société en Afrique du Sud. Ce programme, qui était au départ le programme du Congrès national d'Afrique (ANC), a été adopté par le GNU en 1994 pour servir de cadre général pour la planification et les dépenses du gouvernement.

Le RDP vise essentiellement quatre objectifs principaux : répondre aux besoins fondamentaux de la population, développer les ressources humaines, donner une bonne assise à l'économie, et favoriser la démocratisation. Parmi les principaux secteurs d'intervention, citons l'électrification, le logement, l'assainissement, les télécommunications, l'éducation, les soins de santé, et le développement de la petite entreprise.

Au départ, un ministre avait été créé pour gérer le RDP, mais au début de 1996, celui-ci a été placé sous la gouverne du ministre des Finances. Le budget de mars 1996, présenté par le GNU, alloue 7,5 milliards de rands aux projets mis sur pied dans le cadre du RDP, ce qui porte à 15 milliards de rands le montant total alloué au programme au cours des trois dernières années.

Les investissements de capitaux suscités par l'application du RDP ont

créé des débouchés pour les entreprises canadiennes et celles des autres pays étrangers. Les entreprises spécialisées dans les infrastructures qui favorisent l'approvisionnement local, ainsi que la formation et les méthodes de travail propices à l'emploi d'une main-d'œuvre abondante, ont les meilleures chances de succès.

Toutefois, les responsables d'entreprise doivent avoir soin de faire une distinction entre les objectifs élevés du RDP et les impératifs de la réalité. Bien que l'électrification progresse à un bon rythme et que les soins de santé élémentaires soient plus largement disponibles, le secteur du logement a connu une évolution plus lente et commence tout juste à prendre de l'essor. L'objectif fixé (construction de 200 000 logements par an pendant cinq ans) demeure impossible à atteindre. Cependant, l'octroi de nouvelles subventions et de nouvelles garanties de prêts devrait favoriser la construction de logements à prix modique.

Masakhane

Pour appuyer les objectifs du RDP, le GNU a lancé l'an dernier une importante campagne connue sous l'appellation Masakhane. Un des défis les plus grands que doit relever

la nouvelle Afrique du Sud est d'amener à collaborer entre eux des groupes économiques qui étaient auparavant animés par un profond antagonisme, et de convaincre les collectivités longtemps désavantagées que les nouvelles structures gouvernementales et les nouvelles lois ont été mises en œuvre pour répondre à leurs besoins.

Masakhane a pour but de combler le fossé entre le gouvernement, le monde des affaires et les collectivités locales, en favorisant la coopération et la confiance là où de telles relations n'existaient pas auparavant. Cela devrait permettre au gouvernement de fournir des logements, ainsi que des services de base, aux collectivités qui depuis longtemps privilégient la résistance par la pratique du non-paiement (du loyer, des services, etc.), et d'inciter les entreprises à se lancer dans des secteurs qui étaient auparavant considérés trop risqués.

L'ACDI

(Suite de la page VII)

Pour plus de renseignements, s'adresser à M. Stephen Hallihan, administrateur de programme pour l'Afrique du Sud, tél. : (819) 994-0252; fax : (819) 953-6379.

La SEE et l'Afrique du Sud

Les Canadiens souhaitant conclure des marchés en Afrique du Sud peuvent recourir à un large éventail de services offerts par la Société pour l'expansion des exportations (SEE) pour les aider à gérer le risque.

Depuis la levée des sanctions, la SEE offre des lignes de crédit auprès d'un certain nombre d'institutions financières en Afrique du Sud. « Nous sommes convaincus que les Canadiens peuvent soutenir la concurrence en Afrique du Sud, et nous nous réjouissons de l'utilisation des lignes de crédit, » affirme Mme June Domokos, vice-présidente du Centre d'expertise sur les pays de la SEE.

« À ce jour, la valeur des

opérations effectuées dans le secteur du matériel industriel a été relativement faible, mais la demande se fait sentir dans tous les secteurs, » a-t-elle ajouté.

La SEE, en plus de fournir des services de financement, offre un éventail complet de modes d'assurance, dont l'assurance-crédit à court terme, l'aide pour garantie de bonne fin, et l'assurance pour investissement étranger.

Pour plus de renseignements sur les services de la SEE pour l'Afrique du Sud, s'adresser au directeur des relations avec les clients, ou au bureau régional de la SEE le plus proche. Les exportateurs réalisant des ventes annuelles à l'étranger d'au plus un million de \$ peuvent communiquer avec l'Équipe des exportateurs en essor en composant, sans frais, le 1-800-850-9626.

La transition engendre croissance et débouchés

(Suite de la première page)

les estimations, à l'origine du tiers de l'activité commerciale sur le continent. Par rapport à d'autres pays du monde, son économie est de taille petite à moyenne (son PIB étant légèrement inférieur à celui du Québec), son « revenu » se situe dans la catégorie moyenne supérieure (juste derrière le Brésil, le Mexique et le Portugal), et sa cote de crédit a récemment été haussée.

L'inflation, dans le passé de plus de 10 %, est enfin tombée en dessous de ce taux en 1995, et se situe maintenant entre 8 et 9 %, son plus bas niveau en vingt ans. Tant le milieu des affaires que les consommateurs sont très confiants, et les dépenses d'investissement en Afrique du Sud ont augmenté d'environ 25 % par rapport à celles de trois ans plus tôt, en dépit du maintien, à des niveaux élevés, des taux d'intérêt réels. Les réserves de devises ont aussi augmenté.

Les secteurs industriel et financier de l'Afrique du Sud demeurent très avancés, reposant sur une solide infrastructure matérielle. De l'avis général, l'Afrique du Sud est capable d'une grande expansion économique du seul fait de la capacité qu'offre l'infrastructure existante. Routes, ports, chemins de fer, aéroports et installations de production électrique y sont de classe mondiale, mais l'accès d'importants segments de la population aux services de base et de télécommunications demeure insuffisant.

Problèmes à régler

L'absence de services essentiels pour de nombreux Sud-Africains, et d'autres lacunes fondamentales, sont les principaux problèmes que doit régler le gouvernement.

Les lignes de conduite appliquées dans le passé ont donné lieu à une faible productivité, à une forte concentration des entreprises, à une forte pénurie de la main-d'œuvre qualifiée, au chômage élevé — variant entre 35 et 50 % — et à une protection tarifaire supérieure à la moyenne.

La Bourse de Johannesburg est l'une des plus importantes au monde, la capitalisation boursière étant comparable à celle qui existe en Australie et plus élevée

qu'au Mexique, mais la liquidité y est relativement faible, et six groupements d'entreprises détiennent toujours environ 80 % des capitaux.

Un autre événement créant un dilemme pour le gouvernement de l'Unité nationale est la dévaluation récente du rand qui a fléchi de 17 % au cours des premiers mois de 1996. Cette dévaluation présente des avantages et des inconvénients.

Pour certains exportateurs d'Afrique du Sud et pour l'industrie touristique, cette dévaluation concourt à améliorer la compétitivité mondiale. Par contre, pour

les entreprises qui importent les matières nécessaires à leur production, ainsi que pour les consommateurs, les investisseurs étrangers et les gouvernements ayant à payer des intérêts sur la dette extérieure, cette dévaluation est une cause d'inquiétude. Les pressions qui s'exercent actuellement sur le rand résultent en partie de

la rumeur d'une déréglementation prochaine des changes, encore en vigueur pour les résidents et les entreprises sud-africaines seulement. Le gouvernement s'est engagé à éliminer toute réglementation des changes prochainement, mais de façon progressive.

De l'avis de la plupart des observateurs, dont le Fonds monétaire international, cette variation du rand n'est pas justifiée en fonction des facteurs économiques fondamentaux.

Stimulation de la croissance et accroissement des possibilités

Le gouvernement de l'Unité nationale a adopté une vigoureuse stratégie destinée à rendre l'économie plus concurrentielle, à améliorer l'attrait de l'Afrique du Sud pour les investisseurs, et à réduire les obstacles au commerce.

Les domaines ciblés par le gouvernement sont l'éducation et la formation, l'investissement, l'expansion des exportations, l'accès préférentiel au marché, la recherche-développement, l'amélioration de la productivité, ainsi que l'expansion des petites et des moyennes entreprises, et la privatisation.

« Nous anticipons [un taux de croissance de] 6 % à la fin du siècle. Les facteurs économiques fondamentaux semblent s'organiser de manière telle que nous pourrions maintenir cette croissance. »
M. Trevor Manuel, ministre des Finances de l'Afrique du Sud